

FLN

La guerre de positions a commencé

La coordination des membres du Comité central a tenté, hier, de prendre le siège du parti. Une tentative empêchée par la police afin d'éviter toute confrontation violente avec les pro-Belkhadem.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - La guerre de positions a débuté au FLN. Hier, les membres du Comité central se sont mis en ordre de bataille pour tenter de prendre «el dijaz», le siège de l'appareil du parti. Mais en annonçant, la veille, leur intention de monter à Hydra, les compagnons de Abdelkrim Abada, Mohamed Séghir Kara et El-Hadi Khaldi ont commis une faute stratégique.

En effet, il aura suffi de quelques heures à Abdelaziz Belkhadem pour faire appel à ses troupes. Ce sont plus de 300 jeunes «militants» — venus de Médéa, Tipasa, Sétif et Batna — qui ont été déployés devant le siège du FLN.

Surexcités, la plupart d'entre eux avaient été enrôlés dans le «service d'ordre» de la session extraordinaire du Comité central du mois de juin. Pour éviter tout débordement, un important dispositif sécuritaire a été mis en place dès les premières heures de la journée.

Interdiction

Huit heures trente. Les membres du Comité central se réunissent au Paradou, dans le petit parc situé face à la Direction générale de la Protection civile. Le lieu de ralliement n'est qu'à trois cents mètres

du siège du parti. «Nous sommes décidés à mettre Abdelaziz Belkhadem et son staff dehors. Pour se protéger, il a fait appel à des jeunes désœuvrés qu'il a payés 5 000 DA la journée. Mais ses heures à la tête du FLN sont comptées», insiste Mohamed Séghir Kara, entre deux appels téléphoniques.

A ses côtés, Abdelkrim Abada montre des signes de nervosité. «Ça commence mal, des militants de notre mouvement ont été arrêtés par la police. Les papiers de leurs véhicules leur ont été retirés», expliquent-ils. Il interpelle un officier de police en tenue : «Vous n'avez pas le droit d'empêcher des personnes de nous rejoindre. En agissant ainsi, l'institution que vous représentez se met du côté de Belkhadem.» L'officier prend son talkie-walkie et tente d'intervenir pour débloquer la situation. Les membres du Comité central continuent de rejoindre le point de rendez-vous : Mohamed Nadhir Hmimid, Amar Saïdani, El-Hadi Khaldi, Madani Houd, Abderezak Bouhara, Ali Sediki attendent le top-départ pour avancer vers le siège du parti. Là aussi, la police a installé un important dispositif. Les membres du Comité central finiront



Khaldi et ses compagnons déterminés à mettre Belkhadem dehors.

par comprendre que la Sûreté nationale a reçu l'ordre d'empêcher leur initiative.

Les policiers antiémeutes prennent position et somment les militants de rester dans l'enceinte du parc. Abdelkrim Abada, Madani Houd et Ali Sediki protestent. Le chef de Sûreté de la wilaya d'Alger arrive sur les lieux et engage les pourparlers. Il met en avant des considérations d'ordre sécuritaire.

Les cadres du FLN contestent. Ils exigent la levée du dispositif. Après une demi-heure de discussions, les membres du Comité central s'alignent sur la position du représentant de la police : ils décident d'éviter toute confrontation

directe avec les pro-Belkhadem. Une décision que rejette Madani Houd. «La police est au service de voyous ! C'est un scandale, nous sommes des cadres du FLN et avons donc le droit d'entrer dans le siège de notre parti. Marchons et laissons la police nous tabasser pour que l'opinion publique comprenne enfin que la police est complice de Belkhadem», crie l'ex-vice-président du Conseil de la nation. Il finit par se calmer au bout de quelques minutes.

Plainte

Dans l'impossibilité de mener leur action, les membres de la coordination décident de saisir la justice.

Un groupe de militants a été chargé de déposer plainte pour occupation illégale du siège. Rejetée une première fois par le parquet du tribunal de Bir-Mourad-Raïs, la plainte sera finalement déposée auprès du commissariat de police de Hydra.

Retour au siège du FLN. Fatigués par le trajet et de longues heures d'attente, les membres de la «garde prétorienne» de Belkhadem se reposent dans la cour intérieure. Le secrétaire général du FLN est absent. Tahar Khawa, député de Batna, minimise l'action des opposants. «Il n'y a pas de crise au FLN. C'est juste une petite action d'un groupe de cadres qui ont décidé de se présenter sur des listes d'autres partis politiques lors des dernières élections législatives. Mais ils sont minoritaires au sein du Comité central», indique-t-il.

Pourtant, hier, dans le camp de Belkhadem, ils étaient tout juste une vingtaine de membres du CC à lui apporter leur soutien. Parmi eux, figurent notamment Aziz Djouri, Abdelkader Chako, Abdelhamid Sediki, Ryadh Anan ainsi que les présidents d'APC de Ben Aknoun, Hydra et Bir-Mourad-Raïs. Une minorité face aux 150 cadres du CC qui se sont réunis dans le petit parc du Paradou.

Hier, sur le terrain des opérations, la coordination a perdu sa première bataille. Mais sur le plan organique, Abdelaziz Belkhadem est loin de s'en tirer vainqueur.

T. H.

COMMERCE INFORMELS ET LOGEMENTS

Daho Ould Kablia secoue les walis

Le gouvernement retient d'attribuer les fameux 100 locaux par commune aux intervenants informels dont les commerces ont été résorbés. Une alternative qui sera complétée et appuyée par l'implantation de marchés en structures légères. L'entreprise Batimetal est d'ores et déjà sollicitée pour proposer des modèles de marchés démontables.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Les intervenants dans le commerce informel qui se verront affecter des locaux bénéficieront d'autorisation de pratiquer une activité commerciale.

En prime, ils pourraient se voir gratifiés d'une exonération d'impôts durant une période de trois années. Une proposition a été faite dans ce sens et il appartient au gouvernement de la retenir ou de la rejeter. Mais l'alternative ainsi définie d'attribuer les 100 locaux par commune aux «victimes» de la résorption est tout ce qu'il y a d'officiel, tant est que l'annonce est à l'actif du ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Daho Ould Kablia, qui a présidé hier, samedi, la réunion des walis du Centre, du Sud et des Hauts-Plateaux.

Opération de salubrité publique, qui a suscité des vagues de mécontentements parmi les détenteurs d'échoppes et d'étals érigés parfois à même la chaussée, la résorption a concerné, a affirmé Ould Kablia, 13 000 commerces et marchés informels. L'opération a permis également de

recenser plus de 70 000 intervenants dans le secteur informel. «Nous avons recensé 70 613 intervenants au niveau du secteur informel qui sont répartis selon deux catégories : la première regroupe des jeunes poussés par la nécessité à exercer une activité pour assurer leur survie, la seconde est composée de certains commerçants qui ont choisi de fermer leurs locaux illégalement des étals dans les espaces publics, alors que d'autres continuent d'activer dans le circuit formel tout en exerçant une activité illégale», a précisé le ministre de l'Intérieur qui a également indiqué qu'une enveloppe de 14 milliards de dinars a été dégagée pour prendre en charge les besoins du secteur du commerce, à travers l'implantation de marchés de proximité. Cela étant, pour que l'alternative soit viable, il faudra que la réalisation des 100 locaux par commune soit achevée. Car, pour l'heure, sur les 136 826 locaux inscrits dans le programme, seuls 115 258 ont été achevés alors que

13 571 sont toujours en cours de réalisation. Ceci pendant que la réalisation des 7 000 restants n'a pas été entamée. Le ministre de l'Intérieur a indiqué que l'enveloppe financière allouée à ces derniers sera récupérée et orientée vers la réorganisation des marchés de gros. Il faut noter, s'agissant de la résorption des commerces informels, que l'opération ne se veut point être radicale.

Daho Ould Kablia a souligné que les commerces informels qui n'obstruent pas les espaces publics ne constituent pas une priorité.

11 000 logements prêts et non distribués

Alors que la crise du logement reste aiguë, les walis retardent, au motif qu'ils craignent les protestations, la distribution de 11 000 logements déjà fin prêts. Une situation qui n'est pas pour plaire au revenant ministre de l'Habitat, Abdelmadjid Tebboune. Ce dernier a ordonné aux walis présents au Palais des Nations, et partant, au reste de leurs collègues, de procéder illico à la distribution de ces logements. Le ministre a, par ailleurs, informé que son département s'attellera à la mise en place d'un fichier national du logement social, seul mécanisme, selon lui, à même de parvenir à une équité dans les attributions.

Abdelmadjid Tebboune,

qui a annoncé la relance de la formule AADL, a indiqué qu'il travaillera sur l'évaluation de la demande en matière de logements sociaux.

La société civile peu impliquée

Le ministre de l'Intérieur semble avoir fait sa religion quant à l'inopérance de la société civile en matière d'implication dans l'entretien de l'espace urbain.

Il a fondé son jugement sur le fait que depuis la promulgation des nouvelles lois sur les partis politiques et les associations, seules 20 demandes d'agrément d'associations ont été enregistrées alors que s'agissant de la création de partis, il a été enregistré plus d'une centaine. C'est, donc, à l'Etat qu'incombera de prendre en charge la gestion des villes. Le ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et de la Ville, Amara Benyounès, a évoqué la nécessité quant à l'action de l'Etat en la matière. Le ministre a indiqué que son plan de charge a trait à la collecte des déchets ménagers dont il faudra régler l'enlèvement, le tri et l'enfouissement.

L'autre chantier qui attend Amara Benyounès est l'éradication des parkings sauvages ainsi que l'excroissance urbanistique des villes.

S. A. I.

AFFAIRE SAGEM ALGÉRIE CONTRE SAGEM SÉCURITÉ

Ouverture, demain, du procès au tribunal de Sidi M'hamed

Le procès qui oppose Sagem Algérie à son ex-partenaire Sagem sécurité s'ouvrira demain devant la section commerciale du tribunal de Sidi M'hamed.

L'affaire Sagem Algérie repasse devant la justice. L'entreprise de droit et de capitaux algériens créée en 2004 dans le cadre d'un partenariat avec le groupe français Sagem — actuel groupe Safran — exige le paiement de trois milliards de dinars pour «rupture de contrat unilatérale».

Initialement, l'accord entre les deux parties portait sur deux grands axes : la défense et la sécurité. Avec Sagem défense, l'accord prévoyait des programmes d'importation d'équipements, mais aussi de commercialisation, de coproduction, d'intégration et de maintenance de matériel de guerre de deuxième catégorie destiné exclusivement à l'Armée populaire nationale.

L'autre accord, signé avec Sagem sécurité, avait permis à Sagem Algérie de participer à différents appels d'offres lancés par la Direction générale de la Sûreté nationale. Elle a notamment remporté le marché de l'AFIS criminel en 2006. Mais celui-ci ne lui aura jamais été attribué. Il semblerait que cet échec soit lié à des négociations menées en parallèle par Sagem sécurité. En fait, l'affaire Sagem Algérie comporte plusieurs volets.

Outre l'aspect commercial, qui sera traité pour la troisième fois consécutive par le tribunal de Sidi M'hamed, une autre action a été introduite en pénal à l'encontre d'un cadre du groupe français, Jean-Pierre Delarue.

Poursuivi pour «faux et usage de faux» devant le tribunal de Cheraga, Delarue aurait signé des documents au nom de Sagem Algérie alors qu'il n'en avait pas le pouvoir.

Notons que Jean-Pierre Delarue est directement impliqué dans le scandale de corruption de hauts fonctionnaires nigériens dans le cadre du contrat de la carte d'identité.

Le 5 septembre dernier, le tribunal de Paris avait condamné le groupe Safran à une amende de 500 000 euros pour corruption active dans cette même affaire.

T. H.